



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

29/02/2024

Coupes budgétaires, casse des services publics : l'heure est à la lutte

La croissance de la France patine, pour 2024 le *Fonds Monétaire International*, prévoit qu'elle atteindra au mieux 1%, pour la *Banque de France* elle arrivera péniblement à 0,9% et à pas plus de 0,6% pour l'OCDE^[1] 0,6%. Le Maire qui répétait, à chacune de ses interventions qu'elle atteindrait 1,4%, a été contraint de revoir ses prévisions de croissance à la baisse pour revenir, comme en 2023, à un objectif de 1%. Le Maire prend prétexte du ralentissement de l'économie pour justifier les coupes dans les budgets de l'État pour 2024, budget déjà frappé du sceau de l'austérité, adopté à coup de 49.3. Le 18 février, B. Le Maire, a annoncé 10 milliards d'euros d'économie sur les dépenses publiques en 2024 et pour 2025, plus que 12 milliards d'économies sont déjà programmées programme.

La volonté réaffirmée par le gouvernement d'augmenter les budgets de la Défense et de la Justice, impose une réduction comme jamais des budgets des autres ministères. Macron et son gouvernement veulent faire payer aux travailleurs au peuple les cadeaux fait aux entreprises capitalistes qui ont fait plonger la dette dans un abîme qui ne cesse de se creuser et qui dépasse les 3 000 milliards d'euros soit plus de 111% du PIB.

Le *journal officiel* du 21 février a précisé le montant des annulations de crédits selon les ministères^[2], « *Tous les ministères contribueront à hauteur de ce qu'ils représentent dans le budget national* ».

* Secteur de l'Éducation nationale représente 15% du budget de l'État, c'est au minimum 750 millions qui seront ponctionnés. La ministre de l'Éducation Nationale, N. Belloubet, a déclaré : « *Forcément je suis dans une solidarité gouvernementale... Ce qui importe c'est qu'on ait les moyens en personnels* ». Selon elle, l'Éducation Nationale pourrait réaliser les économies imposées sans toucher à l'essentiel : les emplois et donc à la qualité de l'enseignement ! *Ce qui pourrait signifier 2620 postes qui ne seront pas financés qui dans le 1er degré public, 1740 dans le second degré public et l'équivalent de 4600 postes d'AED (Assistant d'Éducation) et AESH (Accompagnants d'Elèves en Situation de Handicap) qui pourraient aussi ne pas être financés.*

Le gouvernement de Macron poursuit la casse de l'Éducation nationale. « *Toutes les mesures prises depuis vingt ans, allant toutes dans le même sens, qu'elles soient pédagogiques (la destruction programmée et mise en place pièce après pièce de l'apprentissage de la lecture), financières (la baisse continue du niveau de vie des enseignants et des autres personnels) ou structurelles (la disparition de la formation) sont responsables de cet état et les gouvernements successifs qui les ont décidées le sont aussi.* ^[3] »

* Secteur de l'Enseignement supérieur et recherche : 904 millions d'euros de coupes budgétaires. Le programme qui finance les organismes de recherche, comme le CNRS, l'Inrae, l'Inserm ou Inria, doit annuler presque 5 % de son budget, la recherche spatiale, sera amputé de 10 %.

On voit ce que valent les grandes déclarations de Macron qui promettait « *On va continuer de donner plus de moyens et j'en serai le garant devant vous, On ne gère donc pas la pénurie avec la réforme que je vous propose* »^[4], celles d'Attal qui déclarait : « *L'école sera la mère des batailles de mon gouvernement et j'en serai le garant* », de Le Maire qui martèle « *Ce n'est pas la Sécurité sociale qu'on va toucher* ». Ce dont ils sont garants c'est de l'austérité qu'ils veulent imposer, des réformes qui touchent les plus démunis.

Les économies ne suffiront pas, le gouvernement est prêt à « *rentrer dans le dur* », coupent dans la protection sociale qui représentent 849 milliards d'euros, soit environ 32,2% du PIB. Terrain miné, qui s'attaque aux conquêtes sociales de la classe ouvrière : – Nouvelle réforme de l'assurance chômage, qui réduirait encore plus la durée et le montant des indemnités. Le gouvernement a déjà durci les conditions d'indemnisation des chômeurs, soumis le RSA à 15 heures d'activité hebdomadaire, et encore annoncé dernièrement la fin de l'allocation de solidarité spécifique (ASS). Matignon s'en félicite « *C'est la première fois qu'un minima social est supprimé, il fallait le faire* ».

– Réduction des dépenses de santé : augmentation du taux de la CSG, limitation des dépenses de médicaments, des arrêts maladie (20,9 milliards d'euros d'indemnités journalières) ; remboursement des frais de santé en fonction des revenus, scénario confirmé par le premier ministre.

A nouveau le trou de la sécurité sociale redevient un leitmotiv : 11,2 milliards pour 2024 et 17,5 milliards en 2027 « L'arrêt du redressement des comptes de la Sécurité sociale est très notable et préoccupant » déclarait le *Haut Conseil pour le financement de la protection sociale*. Il n'est plus question de la prise en charge du parcours de santé mais de son coût

Qu'il faut réduire toujours plus. Depuis plus de 40 ans, toutes les décisions des gouvernements ont été pour de payer de plus en plus les dépenses de santé par les malades

La Sécurité sociale en déficit ? Elle ne serait pas déficitaire si l'argent qui lui revient n'était pas détourné par les multinationales avec le concours actif du gouvernement. La multiplication des dispositifs d'exonération de cotisation met à sec les recettes et attaque les droits des patients. Lors de sa création les cotisations étaient prélevées à part égale sur le salaire (cotisation salariale) et sur les richesses produites par les salariés (cotisation patronale).

Le gouvernement brade la santé et le système de protection sociale universelle et solidaire pour le livrer au privé. Les moyens existent pour assurer à tous le droit à un système public de soins répondant aux exigences du XXIème siècle. Il faut récupérer les richesses produites par les travailleurs et accaparées par le patronat capitaliste.

Il ne faut pas les laisser faire. La Sécurité Sociale est une conquête sociale fondamentale pour le peuple. Une raison de plus de lutter tous ensemble de plus en plus fort pour stopper Macron. « *Jamais, nous ne tolérerons que soit renié un seul des avantages de la Sécurité Sociale. Nous défendrons (...) avec la dernière énergie, cette loi humaine et de progrès.* » (Ambroise Croizat, Ministre communiste du Travail et de la Sécurité Sociale à la Libération).

Les 10 milliards d'économie et les réformes antisociales annoncées visent à faire payer les plus démunis. Alors que les profits explosent, que les milliardaires sont de plus en plus riches, que le budget de l'armée explose.

Les conditions de vie des jeunes sont de plus en plus dégradées. Toutes les études pointent l'accélération de la précarité chez les jeunes. En raison d'une inflation galopante, les frais de vie courante ont bondi, obligeant les jeunes à rogner sur leurs dépenses, notamment en matière de nourriture. Les jeunes représentent à eux seuls la moitié des 14% de la population en situation de pauvreté. La reproduction sociale exacerbe les inégalités au fil des générations, La jeunesse fait face dans son ensemble à un contexte de *marée montante de la précarité*. Le taux de chômage des moins de 25 ans atteint 17,4 % en novembre 2023. Le France se place au-dessus de la moyenne européenne (14,5 %).

Les salaires, le pouvoir d'achat, qui restent la préoccupation majeure d'une partie de plus en plus importante de la population, sont à l'origine de nombreuses luttes. Les grèves longues et dures qui pèsent sur les profits des entreprises permettent aux travailleurs d'avoir des augmentations de salaire qui arrivent à dépasser l'inflation.

C'est le chemin qu'il faut suivre, il faut développer partout les luttes de plus en plus fort. L'expérience montre que la lutte unie des salariés déterminés à frapper les capitalistes au portefeuille et le seul moyen pour inverser le rapport de force et obtenir des avancées.

Dès maintenant les moyens existent pour répondre aux besoins des travailleurs, des jeunes, du peuple, ils sont aux mains des capitalistes il faut les leur arracher. La lutte sociale et la lutte politique sont indissociables pour créer un rapport de force en faveur des travailleurs et du peuple, pour lutter contre le capital jusqu'à l'abattre et construire une société enfin débarrassée de l'exploitation capitaliste.

[1]. Organisation de Coopération et de Développement Économiques

[2]. Cf Hebdo n°861, *Contre la politique d'austérité*.

^[3]. Cf Hebdo n°836, *Le service public de l'éducation national en grand danger*

^[4]. Présentation du « plan pour l'avenir de la *recherche* française », à l'Elysée, à Paris, le 7 décembre 2023.